

## Quel avenir pour l'agriculture ?

Le Forum mondial pour la recherche agricole (GFAR) est en train d'organiser une série de « Conférences globales sur la recherche agricole pour le développement » (GCARD) qui auront lieu tous les deux ans. Processus ouvert et participatif, ce projet du GCARD ambitionne de contribuer au développement d'un nouveau système global de recherche agricole, orienté vers des objectifs de développement concrets. Plus spécialement, il vise l'alignement de l'agenda de recherche sur les besoins développementaux des pays pauvres en ressources. À cet effet, il plaide pour un soutien financier plus efficace, un dialogue soutenu entre acteurs sur les possibilités d'innover et une concertation entre systèmes internationaux et nationaux de recherche agricole.

Le projet GCARD veut atteindre le plus grand nombre possible d'intéressés en usant des possibilités novatrices offertes par les technologies de l'information et de la communication : consultation en ligne, blog, mise à jour de documents, commentaire, Twitter, YouTube, etc. Destinées comme une plate-forme d'échange par ses concepteurs, les conférences GCARD procèdent d'une démarche participative, avec plusieurs étapes en amont et en aval, le but étant de mettre en place des mesures idoines au travers de consultations régionales et globales. Il s'agit notamment d'intégrer les perspectives de tous les groupes concernés par la recherche agricole, l'éducation et les systèmes de développement. Les étapes sont les suivantes :

- Des analyses régionales (achevées en juillet 2009) pour établir les besoins régionaux en R&D dans le contexte large de la recherche agricole et qui ont servi à définir les questions pour les consultations en ligne.
- Des consultations en ligne et des discussions face-à-face (F2F) afin de cerner les priorités de la recherche agricole pour le développement et esquisser la contribution possible de la recherche en terme d'impacts renforcés sur le développement. La première consultation en ligne (août–octobre 2009) a impliqué plus de 1500 personnes de plus de 200 pays et groupes d'intérêt, comme des centres nationaux de recherche agricole et des forums régionaux (30%), des centres internationaux de recherche agricole (29%), la société civile et des organisations paysannes (17%), le secteur privé (5%), des gouvernements et des donateurs (13%) et autres (6%). Cette consultation a permis de dégager les priorités suivantes : 1) l'accès des pauvres aux résultats de la recherche agricole ; 2) le centrage de la recherche sur les paysans ; 3) le rôle des jeunes et des femmes ; 4) l'emploi d'approches holistiques. Des thématiques clés ont été soulevées dans chaque région. La première consultation est achevée, mais les intéressés sont encouragés à s'inscrire pour recevoir les mises à jour de proces-



*Un groupe de travail en discussion lors de la F2F européenne à Bruxelles, le 29.9.2009. Les conclusions essentielles de la rencontre : 1) la recherche doit être orientée vers les besoins des utilisateurs et 2) les instituts de recherche et les agences de développement doivent travailler main dans la main. (Photo : Philip N. Dearden, Centre for International Development and Training)*

### Article de fond

Quel avenir pour l'agriculture? 1

### Politique

La crise des prix de l'alimentaire : n'oublions pas les citoyens pauvres ! 3

Changement dans les rapports de pouvoir concernant la gestion des terres 3

### Mise en œuvre

Des acteurs et des rôles multiples dans le domaine de la gouvernance des forêts et du paysage 4

Monocultures et droits humains 5

Les instruments à vent au diapason de la conservation 5

Géo-information pour le développement des compétences au Soudan 6

### Recherche

Le changement climatique affecte la sécurité alimentaire 7

### A propos d'InfoResources

InfoResources prend congé de ses usagers 7

---

## Article de fond

sus GCARD et participer aux prochaines étapes. Les discussions régionales F2F auront lieu jusqu'à la mi-novembre 2009. Les résultats des analyses, des consultations et des F2F peuvent être suivis et commentés sur le site GCARD.

- La première conférence GCARD aura lieu du 28 au 31 mars 2010 à Montpellier, France. Les thèmes et les participants seront choisis par le biais d'un processus consultatif. Une session de préinscription est ouverte sur le site.
- Les principes, stratégies et pratiques adoptés pendant le processus devront être développés à long terme dans le cadre de cycles d'apprentissage et de feedback.

Par ailleurs, le processus GCARD intègre les intérêts de la base dans la réforme en cours du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR). À l'ère de la communication électronique, il reste à espé-

rer que tous ces efforts aboutiront au résultat souhaité : un système global de recherche agricole, avec des résultats tangibles pour les paysans pauvres.

### SOURCES

*Global Conference on Agricultural Research for Development (GCARD), website of the Global Forum on Agricultural Research (GFAR), 2009*  
[www.egfar.org/egfar/website/gcard](http://www.egfar.org/egfar/website/gcard)

*GCARD blog, <http://gcardblog.wordpress.com>*

*Voices for the Future of Agriculture: Make Sure Yours is Heard! 2009, Scriptoria, 4 p.*  
<http://gcardblog.files.wordpress.com/2009/09/gcard-brochure.pdf>

## La crise des prix de l'alimentaire : n'oublions pas les citoyens pauvres !

Les flambées des prix dans le domaine de l'alimentaire en 2007 et 2008 ont mobilisé responsables et décideurs politiques. Si la vulnérabilité de la population urbaine face à la crise a été pleinement reconnue, les mesures prises concernaient principalement l'aide aux populations rurales.

Or, il ressort des chiffres que l'insécurité alimentaire frappe les zones urbaines plus durement encore que les campagnes. Même si les aliments sont disponibles sur la place du marché, cela ne veut pas dire qu'ils sont accessibles pour le citoyen pauvre qui a peut-être un revenu plus élevé, mais qui doit acheter davantage de biens et de services, à défaut de pouvoir tirer sa subsistance d'un propre lopin de terre.

Les auteurs expliquent les différences entre villes et campagnes en matière de sécurité alimentaire et mettent en lumière les conséquences prévisibles de la situation. Pour réduire la vulnérabilité des citoyens face à la

hausse des prix des aliments, il importe selon eux d'agir principalement sur trois fronts : maintenir les revenus, modérer les hausses des prix et renforcer les compétences de « débrouillardise ». Entre autres mesures, les auteurs préconisent des programmes temporaires de protection sociale, la mise en place de systèmes de surveillance et d'information efficaces, ainsi que des recherches ciblées pour mieux comprendre le fonctionnement des marchés du travail et de l'emploi dans les pays en développement.

### SOURCE

*The food price crisis and urban food (in)security.*  
Marc J. Cohen and James L. Garrett. *International Institute for Environment and Development and United Nations Population Fund*. 2009. 36 p.  
[www.ied.org/pubs/pdfs/10574IIED.pdf](http://www.ied.org/pubs/pdfs/10574IIED.pdf)

## Changement dans les rapports de pouvoir concernant la gestion des terres

La gestion des ressources naturelles et la gouvernance des terres déterminent l'accès aux biens et services vitaux mais aussi les relations de pouvoir. La croissance démographique, la raréfaction des ressources, la dégradation des sols et le changement climatique augmentent la pression sur la terre et les ressources naturelles et génèrent des revendications conflictuelles. Dans le sillage de la décentralisation, des gouvernements locaux se mettent en place dans les régions rurales, chamboulant les systèmes informels qui régissaient jusqu'alors l'accès, le contrôle et la gestion des ressources. Une nouvelle donne qui a des répercussions sur l'exploitation durable des ressources.

Pour aider les responsables politiques à gérer ces problèmes complexes, le Royal Tropical Institute (KIT) des

Pays-Bas a publié un nouveau dossier sur la gestion des ressources naturelles et les régimes fonciers. Dans une section du dossier, le lecteur trouvera des informations détaillées sur ces thématiques en lien avec la décentralisation et la gouvernance. La publication donne encore des liens vers des articles, ouvrages et sites utiles. Géographiquement, l'accent est mis sur les pays d'Afrique de l'ouest et du Sahel.

### SOURCE

*Natural Resource Management and Land Tenure,*  
*Royal Tropical Institute (KIT), August 2009*  
[www.kit.nl/smartsite.shtml?ch=FAB&id=31298](http://www.kit.nl/smartsite.shtml?ch=FAB&id=31298)

## Des acteurs et des rôles multiples dans le domaine de la gouvernance des forêts et du paysage

À la fin de 2008, deux ateliers ont eu lieu au Bhoutan et en Suisse sur la bonne gouvernance des forêts et des paysages. Préparés par le groupe de travail suisse «*Trees and Forests in Development Cooperation*» et soutenus par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), ces deux ateliers avaient pour but de réunir autour d'échanges des praticiens du monde entier travaillant dans ces domaines. La publication fournit une synthèse des résultats des deux rencontres, lors desquelles les participants ont exploré les aspects politiques, sociaux et économiques des décisions relatives à la gestion des ressources, ainsi que les multiples rôles et relations entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé. Analyse détaillée de ces questions à l'appui, il s'avère que pour une gestion durable des forêts, les aspects «bonne gouvernance» sont plus impor-

tants que les aspects techniques. Plusieurs exemples – des Andes, du bassin du Congo, du Guatemala, du Kirghizistan, du Pakistan, de la Suisse et du Vietnam – démontrent la justesse de l'argument. Selon l'un des participants : « Nous avons abordé les problèmes clés de la gouvernance, plus spécialement ceux liés à la participation et à la décentralisation ».

### SOURCE

*Forests, landscapes and governance: multiple actors, multiple roles.* J. Carter, K. Schmidt, P. Robinson, T. Stadtmüller, A. Nizami (eds). SDC, Helvetas and Intercooperation, 2009. 86 p.  
[www.intercooperation.ch/offers/news/Bhutan-Interlaken-Internet-RGB.pdf](http://www.intercooperation.ch/offers/news/Bhutan-Interlaken-Internet-RGB.pdf)



Dans la région de collines du Népal, les forêts font partie d'un paysage qui est dévolu à plusieurs usages.  
(Photo : Mukesh Rijal, Népal)

## Monocultures et droits humains

Comment des populations locales peuvent-elles documenter les violations de leur droit à une alimentation correcte, à un logement, à l'eau, à la terre et à un territoire, face à l'avancée des monocultures destinées à la production industrielle ?

L'agriculture à l'échelle industrielle, et plus spécialement les monocultures, ont des effets dévastateurs sur l'environnement et la population partout dans le monde, surtout dans les pays en développement à faible système régulateur. Un guide publié en juin 2009 par *Fighting Hunger with Human Rights (FIAN)* et le *Latin America Habitat International Coalition HIC* a adopté une approche « droits de l'homme » pour analyser les principaux problèmes liés à l'extension des monocultures, y inclus les plantations forestières.

La publication propose aux communautés lésées par les monocultures et aux organisations qui les soutiennent des outils pour cartographier, identifier et documenter les violations de droits fondamentaux. En outre,

elle donne des méthodes pour l'observation et le suivi des effets de l'extension des agro-carburants, afin que les populations concernées puissent faire valoir leurs droits. Ces méthodes peuvent être utilisées pour mettre au point des stratégies de plaidoyer lorsqu'il s'agit de porter des litiges devant les tribunaux nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme. Le guide se focalise sur les impacts de la monoculture sur les systèmes agraires, sur la population rurale pauvre et sur la sécurité alimentaire.

### SOURCE

*Monoculture and Human rights. Fighting Hunger with Human Rights (FIAN) and Habitat International Coalition Regional Office Latin America (HIC-AL), June 2009. 44 p.*  
[www.fian.org/resources/documents/others/monocultures-and-human-rights](http://www.fian.org/resources/documents/others/monocultures-and-human-rights)

## Les instruments à vent au diapason de la conservation

Musique et équité, telles sont les paroles de la partition engagée en faveur du commerce équitable de l'« *African blackwood* ». Répondant au nom scientifique de *Dalbergia melanoxylon* et à l'appellation vulgarisée Mpingo en usage en Tanzanie, ce bois est caractérisé par sa dureté et sa haute teneur en huile. Ce sont ces qualités qui en font l'attrait pour la fabrication de clarinettes, hautbois et cornemuses et ont mené à une surexploitation des forêts d'Afrique de l'est et du sud pour l'exportation.

C'est pourquoi *Mpingo Conservation Project (MCP)* travaille avec différentes communautés des régions de forêt au sud-est de la Tanzanie à l'obtention de la certification Mpingo par le Forest Stewardship Council (FSC). Pour obtenir le label FSC, les forêts qui abritent le Mpingo doivent répondre aux critères d'exploitation durable. Etablir le quota de coupe qui satisfasse la durabilité est une démarche complexe ; un inventaire forestier est tout d'abord nécessaire, puis une estimation de la quantité de bois commercialisable, et enfin

l'existence d'un marché où les clients soient en mesure de payer un prix plus élevé pour cette matière première au label certifié. D'autre part, préparer des pièces de bois adaptées à la fabrication d'instruments requiert travail soigné et délicatesse. Les communautés sont en voie d'améliorer leur niveau de vie grâce aux gains réinvestis localement dans d'autres projets de développement. Souhaitons que les constructeurs d'instruments et les musiciens puissent jouer à long terme la mélodie de la conservation.

### SOURCE

*African blackwood – a sound choice for the woodwind musician. New Agriculturist, July 2009*  
[www.new-ag.info/focus/focusItem.php?a=792](http://www.new-ag.info/focus/focusItem.php?a=792)  
 Pour de plus amples informations, consulter :  
[www.kilimanyika.com/pdf/Sound%20&%20Fair%20Presentation%20EAT%20MCP%20FFI%20%20Kilimanyika%20Jan08.pdf](http://www.kilimanyika.com/pdf/Sound%20&%20Fair%20Presentation%20EAT%20MCP%20FFI%20%20Kilimanyika%20Jan08.pdf)  
[www.mpingoconservation.org](http://www.mpingoconservation.org)

## Géo-information pour le développement des compétences au Soudan

Les systèmes d'information géographique (SIG) permettent de saisir, de traiter, d'analyser et d'organiser des informations spatialement référencées. Ces données peuvent ensuite être visualisées sous formes de cartes, de rapports, de graphiques, etc. et donner une vue d'ensemble de liens, modèles et tendances. Dans la coopération au développement, les SIG sont donc un instrument fort précieux pour toutes sortes d'activités, de la construction de maisons à la gestion de conflits en passant par la gestion de ressources naturelles. Consciente de cette utilité, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), d'entente avec plusieurs partenaires institutionnels, a chargé le Centre for Development and Environment CDE de soutenir le développement de compétences dans la gestion de la géo-information au Soudan. Les activités du projet lancé en 2002 ont débuté par la mise au point de bases de données et de cartes, pour se déplacer progressivement vers des activités de

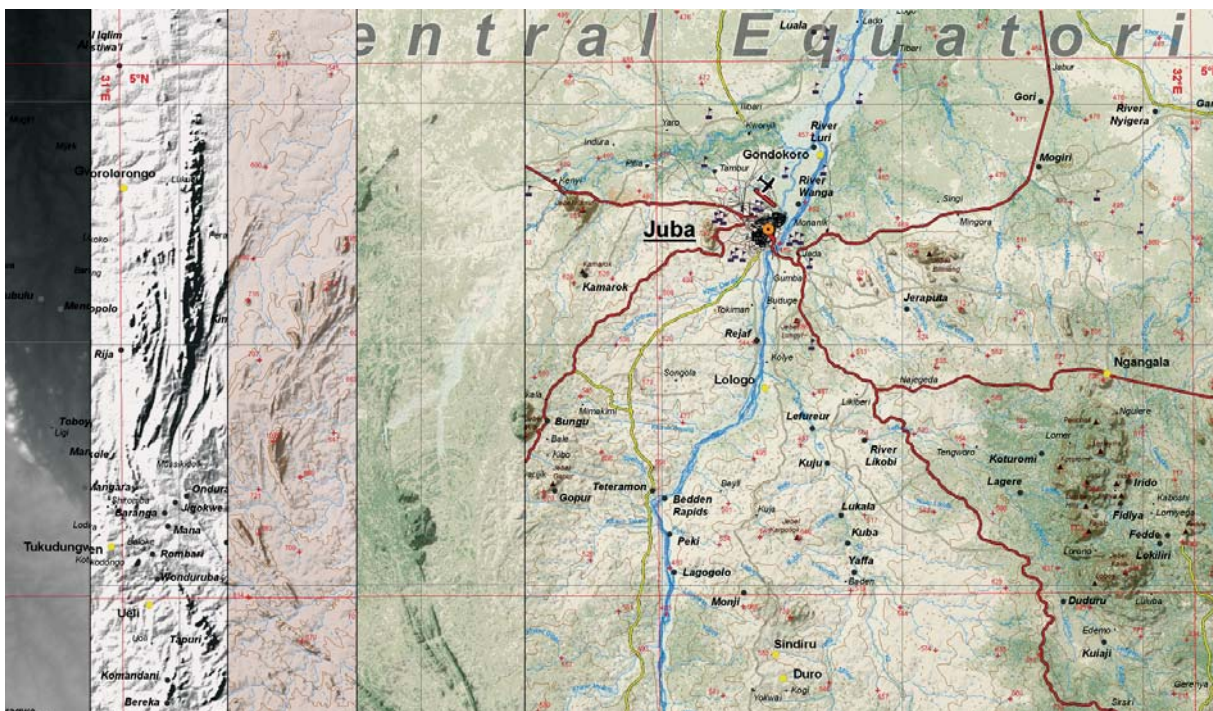
reconstruction, comme la réhabilitation d'infrastructures et la fourniture de services de géo-information orientés vers le développement des capacités. Les principaux utilisateurs ont été des autorités nationales, des agences onusiennes et des ONG internationales.

Un nouveau site veut diffuser plus largement l'expérience et l'information récoltées pendant les huit années du projet ; il permet d'accéder à des données géospatiales référencées et en partie validées, des applications cartographiques, des rapports et plusieurs sortes de cartes.

### SOURCE

CDE – Sudan Capacity Development  
in Geoinformation Management

[www.cde.unibe.ch/Tools/GIS\\_Sudan\\_TS.asp](http://www.cde.unibe.ch/Tools/GIS_Sudan_TS.asp)



Carte numérisée de la région de Juba, avec cinq des vingt « strates de données » utilisées pour la réaliser. De gauche à droite : élévation, terrain, vecteur, image satellite, établissements humains et infrastructures. © CDE, 2009

## Le changement climatique affecte la sécurité alimentaire

Des chercheurs de l'*International Food Policy Research Institute (IFPRI)* ont, pour la première fois, quantifié les effets du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire au moyen de modèles de calcul détaillés.

Les résultats varient fortement d'un scénario l'autre, mais la conclusion est claire et nette : sans mesures appropriées, les récoltes seront plus maigres en 2050 qu'aujourd'hui. Dans les pays en développement, le recul est franchement plus prononcé que dans les pays développés. Les principales pertes concernent les cultures irriguées de l'Asie du Sud. Le changement climatique aura encore pour effet une forte hausse des prix des aliments. Le prix du blé, par exemple, pourrait bien doubler d'ici à 2050. Parallèlement, l'apport calorique par personne baissera et le problème de la malnutrition des enfants s'amplifiera à nouveau.

Pour éviter que ces perspectives inquiétantes ne se vérifient, les auteurs préconisent l'investissement dans le développement en général et dans l'augmentation de la productivité agricole en particulier. En outre, le politique doit concentrer ses efforts sur l'adaptation au changement climatique. Concrètement, les auteurs revendiquent l'amélioration de la saisie globale des données, ainsi que des investissements de 7 milliards d'USD par année dans la recherche agricole, les infrastructures rurales et l'irrigation.

### SOURCE

*Climate Change – Impact on Agriculture and Costs of Adaptation. Gerald C. Nelson et al. International Food Policy Research Institute (IFPRI). September 2009. 30 p. [www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr21.pdf](http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr21.pdf)*

## A propos d'InfoResources

### InfoResources prend congé de ses usagers

Dans le monde globalisé et digitalisé qui est le nôtre depuis la fin des années 1990, loin d'être plus aisée, la récolte d'informations pertinentes et concises provenant de sources sûres est, au contraire, devenue plus ardue. Avec le temps, il est en outre apparu de plus en plus clairement que les thèmes environnementaux – foresterie, agriculture, gestion des ressources naturelles etc. – devaient être considérés de manière intégrante et combine avec les dimensions économiques et sociales.

Regroupant les compétences de trois centres d'information et de documentation spécialisés dans les domaines de la coopération au développement et des ressources naturelles, InfoResources a été créé en 2003 dans le but d'appuyer les professionnels, mais aussi le public intéressé à s'orienter dans le foisonnement des informations, publications et outils web. Dans le courant de 2008, InfoResources a été rejoint par des partenaires du sud : SIMAS au Nicaragua, CETRAD au Kenya et les délégations d'Intercooperation Andes, Bangladesh, Inde et Mali.

Pour répondre au mieux aux besoins variés en information, l'équipe d'InfoResources a développé trois types de publications, différents par leur concept et leur contenu :

- *InfoResources News*, afin de tenir le public au courant des développements et débats les plus récents dans nos domaines de spécialisation ;

- *InfoResources Focus*, qui traite de thématiques actuelles sous différents éclairages, accompagné d'une bibliographie commentée ;
- *InfoResources Trends*, une compilation d'évaluations personnelles d'experts internationaux (politiciens, scientifiques, spécialistes de la coopération au développement) au sujet de tendances et changements globaux.

Par ailleurs le public pouvait s'adresser à notre Service de recherche pour obtenir des renseignements sur des sujets spécifiques.

L'échange de connaissances et d'opinions sur les différents aspects du développement dans le domaine des ressources naturelles, des discussions passionnantes avec des experts et partenaires du sud, sans oublier les moments de stress pour assurer la livraison à temps de services de qualité – voilà ce qu'a été InfoResources pour nous.

Circonstances obligent, InfoResources cessera ses activités à la fin de 2009. Désireux de nous faire une idée de l'utilité de nos services, nous avons mené un sondage auprès de nos lecteurs. Les graphiques montrent que ces services ont été utilisés principalement à des fins d'étude et pour soutenir le travail de projet sur le terrain. La majorité des lecteurs ont répondu qu'il leur sera difficile de trouver ailleurs les informations mises à disposition dans les publications d'InfoResources.

## A propos d'InfoResources

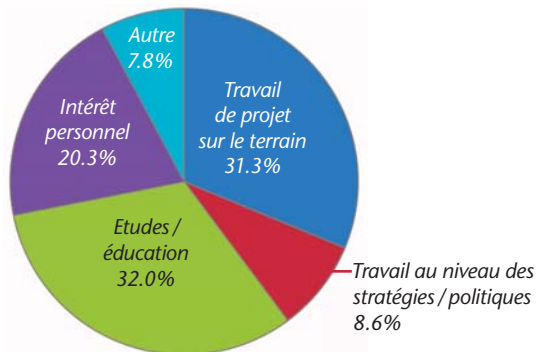
Pour les résultats complets du sondage, ainsi que les commentaires et remarques des utilisateurs, nous renvoyons à :

[www.inforesources.ch/pdf/inforesources\\_survey\\_results\\_f.pdf](http://www.inforesources.ch/pdf/inforesources_survey_results_f.pdf)

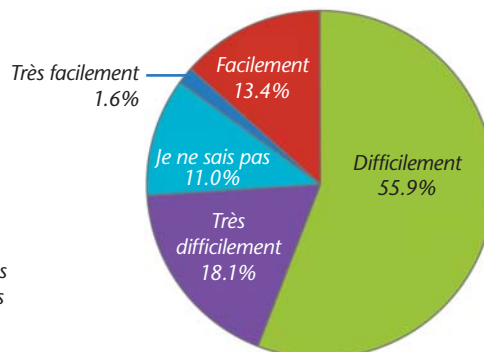
Merci, chères lectrices et chers lecteurs, pour votre soutien et votre intérêt !

Votre équipe InfoResources

**Dans quel contexte et à quelles fins avez-vous utilisé les services d'InfoResources ?**



**Trouvez-vous aisément ailleurs l'information qui vous a été fournie par InfoResources ?**



### Titres des numéros de Focus publiés par InfoResources

- Bioénergie pour les pauvres : risques et opportunités
- Réduction des risques de catastrophe : une approche axée sur l'égalité hommes-femmes et les moyens d'existence
- Lorsque le marché alimentaire ne produit pas assez de nourriture
- Remodeler les institutions pour la gestion des ressources naturelles
- Accès aux services financiers en milieu rural
- Pommes de terre et changement climatique
- Technologies d'information géographique pour la gestion des ressources naturelles
- Entreprises locales basées sur la forêt
- La révolution de l'élevage
- De l'eau pour l'alimentation
- Energie durable – Réduction de la pauvreté rurale
- Biotechnologie et sécurité alimentaire
- Conventions globales et gouvernance environnementale
- La restauration de paysages forestiers (RPF)
- Le développement rural grâce au partenariat public-privé (PPP)
- La compensation des services fournis par les écosystèmes (CES)
- Changement climatique, populations rurales et ressources forestières
- L'agriculture globale et la libéralisation ; où est la juste mesure ?
- Gestion intégrée des ressources en eau

Toutes les publications InfoResources demeureront disponibles sur le site ([www.inforesources.ch](http://www.inforesources.ch))

*InfoResources News* est publiée cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse figurant à droite.

*InfoResources* est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

**Ont contribué à ce numéro :**  
Ruth Wenger (ed., IC-HO),  
Fani Kakridi Enz (ed., CDE),  
Felix Hintermann (ed., SHL),  
Alessandra Guilianni (ed., SHL),  
Falguni Guharay (SIMAS)  
(ed. = member of editorial team)

**Traduction française :**  
Clara Wubbe, Transit TXT

**Mise en page :**  
Ana María Hintermann-Villamil, [webhint.ch](http://webhint.ch)

**Impression :**  
Schlaefli & Maurer AG

**Contact :**  
InfoResources, Länggasse 85,  
CH-3052 Zollikofen, Suisse  
Tél. : +41 31 910 21 91  
[info@inforesources.ch](mailto:info@inforesources.ch)  
[www.inforesources.ch](http://www.inforesources.ch)

*InfoResources* est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Andes / Bangladesh / Inde / Mali, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

inter  
cooperation

cde centre for  
development and  
environment

Bern University of Applied Sciences  
Swiss College of Agriculture SHL

Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

© InfoResources, décembre 2009